



Communiqué

CAE publie ses résultats du troisième trimestre de l'exercice 2020

- Produits des activités ordinaires de 923,5 millions \$, soit une hausse de 13 %, comparativement à 816,3 millions \$ l'année précédente
- Résultat opérationnel sectoriel⁽¹⁾ de 154,9 millions \$ (155,3 millions \$ avant les éléments particuliers⁽²⁾), soit une hausse de 37 %, comparativement à 113,0 millions \$ l'année précédente
- Résultat par action (RPA) de 0,37 \$, comparativement à 0,29 \$ l'année précédente
- Flux de trésorerie disponibles⁽³⁾ de 275,3 millions \$, en hausse par rapport à 155,1 millions \$ l'année précédente
- Prises de commandes⁽⁴⁾ de 1 106,6 millions \$, soit un ratio valeur comptable des commandes/ventes⁽⁴⁾ de 1,20 et un carnet de commandes⁽⁴⁾ de 9,4 milliards \$
- Engagement à devenir carboneutre d'ici l'été 2020

Montréal (Canada), le 7 février 2020 – (NYSE : CAE; TSX : CAE) – CAE publie aujourd'hui ses résultats et annonce des produits des activités ordinaires de 923,5 millions \$ au troisième trimestre de l'exercice 2020, comparativement à 816,3 millions \$ au troisième trimestre l'an dernier. Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres s'est chiffré à 97,7 millions \$ (0,37 \$ par action) au troisième trimestre, comparativement à 77,6 millions \$ (0,29 \$ par action) l'an dernier. Le résultat net avant les éléments particuliers⁽⁵⁾ s'est élevé à 98,0 millions \$ (0,37 \$ par action avant les éléments particuliers⁽⁶⁾) au troisième trimestre de l'exercice 2020.

Le résultat opérationnel sectoriel s'est élevé à 154,9 millions \$ (16,8 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre, comparativement à 113,0 millions \$ (13,8 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre l'an dernier. Le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers s'est établi à 155,3 millions \$ (16,8 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre de l'exercice 2020. Les données financières sont exprimées en dollars canadiens, sauf indication contraire.

« CAE a connu une croissance solide au troisième trimestre, avec une hausse de 13 % des revenus et de 37 % du résultat opérationnel, et nous avons généré des flux de trésorerie disponibles de 275 millions \$. Les clients ont continué de faire confiance à CAE comme partenaire de choix en formation, comme en témoignent les nouvelles commandes de 1,1 milliard \$ que nous avons obtenues, pour un carnet de commandes de 9,4 milliards \$ », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Notre performance est surtout attribuable au secteur Civil, dont le résultat opérationnel s'est accru de 42 % et grâce à nos solutions de formation innovatrices et complètes qui ont poursuivi leur lancée. Le secteur Défense a affiché une croissance de 32 % du résultat opérationnel et a obtenu des commandes de 1,11 fois supérieures aux revenus. Todd Probert s'est récemment joint à CAE en tant que président de groupe, Défense et sécurité, et je suis très heureux d'accueillir un leader de son calibre au sein de notre équipe de haute direction. Le secteur Santé a enregistré une croissance des revenus dans les deux chiffres, et nous avons continué à mettre en marché des solutions extrêmement innovatrices qui rendent les soins de santé plus sécuritaires. Les perspectives positives de croissance annuelle de la Société pour le reste de l'exercice demeurent inchangées. »

Sommaire des résultats consolidés

(montants en millions, sauf les marges opérationnelles et les montants par action)

	T3-2020	T3-2019	Écart en %
Produits des activités ordinaires	923,5 \$	816,3 \$	13 %
Résultat opérationnel sectoriel (ROS)	154,9 \$	113,0 \$	37 %
Marges opérationnelles	16,8 %	13,8 %	
ROS avant les éléments particuliers	155,3 \$	113,0 \$	37 %
Marges opérationnelles avant les éléments particuliers	16,8 %	13,8 %	
Résultat net	99,8 \$	79,5 \$	26 %
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	97,7 \$	77,6 \$	26 %
Résultat par action (RPA)	0,37 \$	0,29 \$	28 %
Résultat net avant les éléments particuliers	98,0 \$	77,6 \$	26 %
Résultat par action avant les éléments particuliers	0,37 \$	0,29 \$	28 %
Prises de commandes	1 106,6 \$	882,1 \$	25 %
Carnet de commandes total	9 434,3 \$	8 964,6 \$	5 %

Solutions de formation pour l'aviation civile (Civil)

Les produits des activités ordinaires du secteur Civil se sont chiffrés à 558,1 millions \$ au troisième trimestre, en hausse de 22 % par rapport au même trimestre l'an dernier. Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 123,0 millions \$ (22,0 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 87,2 millions \$ (19,0 % des produits des activités ordinaires) au troisième trimestre l'an dernier. Au troisième trimestre, le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers s'est établi à 123,4 millions \$ (22,1 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 42 % par rapport au troisième trimestre l'an dernier. Au troisième trimestre, le secteur Civil a livré 12 simulateurs de vol (FFS)⁽⁷⁾ à des clients, et le taux d'utilisation⁽⁸⁾ de ses centres de formation s'est fixé à 70 %.

Au cours du trimestre, le secteur Civil a signé des contrats pour des solutions de formation d'une valeur de 706,2 millions \$, y compris un contrat à long terme de formation des pilotes avec JetSmart Airlines et la vente de 17 FFS, portant à 37 le nombre total de ventes enregistrées pour les neuf premiers mois de l'exercice. Depuis le début du mois de janvier, le secteur Civil a obtenu des commandes pour 7 FFS, dont 6 pour l'appareil B737MAX de Boeing, ce qui porte les ventes totales de FFS depuis le début de l'exercice à 44.

Pour soutenir la demande croissante mondiale de nouveaux pilotes, le secteur Civil a lancé, au cours du trimestre, de nouveaux programmes de licence de pilote en équipage multiple avec easyJet et Volotea ainsi qu'un nouveau programme de formation des élèves-pilotes appelé Approche Jazz, en partenariat avec Jazz Aviation et la Seneca School of Aviation. Dans le domaine de l'aviation d'affaires, le secteur Civil a conclu plusieurs contrats pour la formation des pilotes d'avions d'affaires avec des exploitants de jets d'affaires, dont JetSuite, Solairus Aviation et TAG Aviation Holdings.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,27 pour le trimestre et à 1,44 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes du secteur Civil totalisait un montant record de 5,3 milliards \$ à la fin du trimestre.

Sommaire des résultats – Solutions de formation pour l'aviation civile

(en millions, sauf les marges opérationnelles, les unités NES, les FFS déployés et les livraisons de FFS)

	T3-2020	T3-2019	Écart en %
Produits des activités ordinaires	558,1 \$	458,4 \$	22 %
Résultat opérationnel sectoriel	123,0 \$	87,2 \$	41 %
Marges opérationnelles	22,0 %	19,0 %	
ROS avant les éléments particuliers	123,4 \$	87,2 \$	42 %
Marges opérationnelles avant les éléments particuliers	22,1 %	19,0 %	
Prises de commandes	706,2 \$	586,6 \$	20 %
Carnet de commandes total	5 263,0 \$	4 566,1 \$	15 %
Nombre équivalent de simulateurs (unités NES) ⁽⁹⁾	252	219	15 %
FFS déployés ⁽⁷⁾	303	266	14 %
FFS livrés	12	16	(25) %

Défense et sécurité (Défense)

Au troisième trimestre, les produits des activités ordinaires du secteur Défense se sont chiffrés à 332,4 millions \$, en hausse de 1 % par rapport au même trimestre l'an dernier, et son résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 31,3 millions \$ (9,4 % des produits des activités ordinaires). Abstraction faite des coûts de réorganisation enregistrés pour le trimestre, le résultat opérationnel sectoriel du secteur Défense se serait établi à 33,2 millions \$ (10,0 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre, en hausse de 32 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Au cours du trimestre, le secteur Défense a enregistré des commandes d'une valeur de 367,4 millions \$, y compris des contrats pour fournir une solution complète d'entraînement à la marine allemande pour son hélicoptère NH90 Sea Lion ainsi que pour mettre à niveau et modifier les simulateurs de mission du NH90 des Forces armées allemandes. Les autres contrats importants comptent notamment la prochaine tranche d'un contrat sur plusieurs années avec l'U.S. Air Force pour continuer à fournir des services complets d'entraînement des équipages du C-130H. Le secteur Défense a également reçu des commandes pour continuer à fournir des services de maintenance et de soutien à long terme à Rotorsim, une coentreprise entre CAE et Leonardo, et un contrat de l'U.S. Army pour fournir des dispositifs d'entraînement à la maintenance des chars M1A2 Abrams.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes du secteur Défense s'est établi à 1,11 pour le trimestre et à 0,88 pour les 12 derniers mois (excluant les options de contrat). Le carnet de commandes du secteur Défense, y compris les options et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à 4,2 milliards \$ à la fin du trimestre. Les occasions d'affaires du secteur Défense demeurent solides, environ 3,8 milliards \$ de soumissions et de propositions étant en attente d'une décision de clients.

Le 20 janvier 2020, CAE a annoncé la nomination de Todd Probert en tant que président de groupe, Défense et sécurité à compter du 27 janvier 2020. Il travaillera à Washington, DC et succède à Gene Colabatisto, qui a pris sa retraite de CAE en décembre 2019.

Sommaire des résultats – Défense et sécurité

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T3-2020	T3-2019	<i>Écart en %</i>
Produits des activités ordinaires	332,4 \$	330,2 \$	1 %
Résultat opérationnel sectoriel	31,3 \$	25,2 \$	24 %
<i>Marges opérationnelles</i>	9,4 %	7,6 %	
Prises de commandes	367,4 \$	267,8 \$	37 %
Carnet de commandes total	4 171,3 \$	4 398,5 \$	(5) %

Santé

Au troisième trimestre, les produits des activités ordinaires du secteur Santé se sont chiffrés à 33,0 millions \$, en hausse de 19 % comparativement à 27,7 millions \$ au même trimestre l'an dernier, et le résultat opérationnel sectoriel a consisté en un bénéfice de 0,6 million \$, ce qui est stable par rapport au bénéfice de 0,6 million \$ enregistré au troisième trimestre l'an dernier.

En collaboration avec l'American Society of Anesthesiologists, le secteur Santé a lancé le dernier ajout à la série de modules interactifs de simulation d'anesthésie sur écran Anesthesia SimSTAT, qui est admissible à des crédits pour le maintien de la certification en anesthésie. Au cours du trimestre, le secteur Santé a également développé des solutions de formation sur mesure pour Edwards Lifesciences afin de rehausser la formation des médecins et livrer une application personnalisée de simulation cardiovasculaire à Cardinal Health (Cordis). En outre, le secteur Santé a remporté un prix EMS World Innovation pour CAE AresAR, application intégrant les HoloLens de Microsoft pour notre mannequin de soins d'urgence doté de six scénarios de réalité augmentée.

Sommaire des résultats – Santé

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T3-2020	T3-2019	<i>Écart en %</i>
Produits des activités ordinaires	33,0 \$	27,7 \$	19 %
Résultat opérationnel sectoriel	0,6 \$	0,6 \$	— %
<i>Marges opérationnelles</i>	1,8 %	2,2 %	

Autres points saillants financiers

Les flux de trésorerie disponibles se sont établis à 275,3 millions \$ ce trimestre, comparativement à 155,1 millions \$ au troisième trimestre l'an dernier. L'augmentation des flux de trésorerie disponibles est essentiellement attribuable à la baisse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie et à la hausse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles. CAE enregistre habituellement un niveau d'investissement plus élevé dans le fonds de roulement hors trésorerie au cours de la première moitié de l'exercice et elle prévoit l'inversion d'une partie importante de cet investissement au cours de la seconde moitié.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 18,4 millions \$ pour le trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 16 %, par rapport à 15 % au troisième trimestre l'an dernier. L'augmentation du taux d'imposition est attribuable à l'incidence des contrôles fiscaux au Canada pour l'exercice précédent, neutralisée en partie par un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions.

Pour le trimestre, le montant net des charges financières a totalisé 36,7 millions \$, en hausse de 17,4 millions \$ par rapport au troisième trimestre de l'exercice 2019, ce qui s'explique en grande partie par la hausse des intérêts sur la dette à long terme attribuable à l'émission de billets de premier rang non garantis depuis le quatrième trimestre de l'exercice 2019 et par l'augmentation des charges d'intérêt sur les obligations locatives par suite de l'adoption d'IFRS 16.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance⁽¹⁰⁾ ont totalisé 51,6 millions \$ ce trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette⁽¹¹⁾ était de 2 306,6 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le capital⁽¹²⁾ était de 48,5 %, comparativement à une dette nette de 2 442,8 millions \$ et à un ratio de la dette nette sur le capital de 51,0 % à la fin du trimestre précédent. Abstraction faite de l'incidence d'IFRS 16, la dette nette se serait établie à 2 021,2 millions \$ pour le trimestre, ce qui correspond à un ratio de la dette nette sur le capital de 44,9 %.

Le rendement du capital utilisé (RCU)⁽¹³⁾ s'est établi à 11,4 % pour le trimestre, comparativement à 11,7 % au troisième trimestre l'an dernier, avant les éléments particuliers. Abstraction faite de l'incidence d'IFRS 16, le RCU avant les éléments particuliers aurait été de 11,6 % ce trimestre.

CAE versera un dividende de 0,11 \$ par action le 31 mars 2020 aux actionnaires qui seront inscrits au registre le 13 mars 2020 à la fermeture des bureaux.

Au cours du trimestre clos le 31 décembre 2019, CAE a racheté et annulé 386 700 actions ordinaires aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités au prix moyen pondéré de 32,69 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie totale de 12,6 millions \$. Le 7 février 2020, le conseil d'administration de CAE a autorisé le renouvellement de son offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités visant le rachat d'au plus 5 321 474 de ses actions ordinaires émises et en circulation (soit quelque 2 % du nombre d'actions en circulation) pour la période débutant le 25 février 2020 et se terminant au plus tard le 24 février 2021.

Perspectives de la direction pour l'exercice 2020

Les perspectives de la direction pour l'exercice 2020, lesquelles ont été mises à jour le 13 novembre 2019, demeurent inchangées. Dans le secteur Civil, la Société prévoit tirer parti du dynamisme au sein du marché de la formation, en augmentant sa part de marché et en établissant de nouveaux partenariats avec ses clients grâce à ses solutions de formation innovatrices. Toujours dans le secteur Civil, la Société prévoit générer une croissance du résultat opérationnel plus près de 30 %, à la lumière de la performance enregistrée depuis le début de l'exercice et de la demande accrue pour ses solutions de formation, y compris le maintien de sa part prépondérante du marché de la vente de FFS, et de l'intégration presque achevée de la division BAT de Bombardier, acquise récemment. Du côté du secteur Défense, la Société prévoit une modeste croissance du résultat opérationnel pour l'exercice, reflétant la performance du secteur Défense depuis le début de l'exercice, les attentes actuelles quant à la performance des programmes en carnet, ainsi que le calendrier prévu d'obtention de nouveaux contrats dans un fort éventail d'occasions d'affaires. CAE continue de s'attendre à ce que le secteur Santé affiche une croissance dans les deux chiffres pour l'exercice. Le financement des occasions de croissance demeure la principale priorité de CAE en matière d'affectation des capitaux et continue d'être stimulé et soutenu par l'impartition croissante de la formation des clients dans ses grands marchés principaux. CAE met l'accent sur les investissements en capitaux qui offrent une croissance durable et rentable et des rendements croissants, et qui appuient sa stratégie visant à être reconnue mondialement comme le partenaire de choix en formation. CAE prévoit toujours que les dépenses d'investissement en immobilisations annuelles totales augmenteront entre 10 % et 15 % environ pour l'exercice 2020, principalement pour répondre à la demande croissante de services de formation de ses clients actuels et pour conclure de nouveaux contrats à long terme avec eux. Les attentes de la direction sont fondées sur les conditions du marché, qui sont positives, et sur la réceptivité des clients à l'égard des solutions de formation de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2019 de CAE.

Responsabilité sociale d'entreprise

CAE crée une valeur soutenue pour ses clients, actionnaires et employés. Les produits et les services de CAE rendent le transport aérien plus sécuritaire, gardent les forces de défense prêtes pour leurs missions et améliorent la sécurité des soins de santé – nobles objectifs qui font la fierté des quelque 10 000 employés de CAE dans le monde. En tant que plus importante société de formation à l'échelle mondiale à desservir le secteur de l'aviation civile et seule société à être entièrement centrée sur la formation, CAE est résolument axée sur le client et l'innovation. De plus, CAE veut faire sa part dans la lutte contre les changements climatiques pour le bien-être des générations futures. En novembre 2019, CAE a annoncé son intention de devenir carboneutre à l'été 2020. La Société atteindra cet objectif en compensant les émissions de carbone provenant du carburant utilisé pour l'ensemble des vols de formation effectués dans ses académies, de la consommation d'énergie dans ses centres partout dans le monde et des voyages d'affaires en avion de tous ses employés. CAE collaborera également avec l'industrie afin d'utiliser progressivement des avions électriques pour la formation en vol dans ses académies. CAE continuera d'investir pour rendre ses simulateurs de vol plus écoénergétiques, ce qui permettra à ses clients du monde entier de réduire leur propre empreinte.

Pour soutenir les collectivités locales du Grand Montréal, CAE a récolté plus d'un million de dollars dans le cadre de la campagne CAE-Centraide 2019. Ce montant record été amassé grâce aux dons des employés et de l'entreprise. Depuis 2000, CAE et ses employés ont donné plus de 12,6 millions \$ à Centraide du Grand Montréal. En plus de Centraide, CAE offre son soutien aux collectivités dans lesquelles elle est établie par l'intermédiaire de dons et partenariats, essentiellement au profit de causes dans les secteurs de l'éducation, de l'aviation civile, de la défense et sécurité ainsi que de la santé.

Pour en savoir plus sur la feuille de route et les réalisations de CAE en matière de durabilité, consultez son [Rapport annuel d'activités et de responsabilité sociale pour l'exercice 2019](#).

IFRS 16 – Contrats de location

À partir du 1^{er} avril 2019, CAE a adopté la norme IFRS 16 – *Contrats de location*, qui introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur à bail et élimine le classement des contrats de location comme des contrats de location simple ou de location-financement. La principale incidence de la norme IFRS 16 pour CAE est la constatation d'un actif au titre du droit d'utilisation et d'une obligation locative pour la quasi-totalité des contrats de location. Il en résultera une diminution de la charge au titre des contrats de location simple et une augmentation des charges financières et de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles. Les résultats financiers présentés dans le communiqué de presse pour l'exercice clos le 31 mars 2019 ne reflètent pas les modifications comptables requises par la norme IFRS 16 puisque la Société a adopté la norme le 1^{er} avril 2019. Pour de plus amples renseignements, y compris sur les incidences prévues de la transition à la norme IFRS 16, se reporter à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires du trimestre clos le 31 décembre 2019.

Information détaillée

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE qui sont disponibles sur notre site Web à www.cae.com/fr/investisseurs pour obtenir un exposé plus complet de nos résultats sectoriels.

Les états financiers consolidés et le rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 31 décembre 2019 ont été déposés auprès des commissions canadiennes de valeurs mobilières sur [SEDAR \(www.sedar.com\)](http://www.sedar.com) et sont disponibles sur notre site Web (www.cae.com). Ces documents ont également été déposés auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et sont disponibles sur son site Web (www.sec.gov). Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

Conférence téléphonique sur les résultats du T3 de l'exercice 2020

Marc Parent, président et chef de la direction de CAE; Sonya Branco, vice-présidente, Finances, et chef de la direction financière; et Andrew Arnovitz, vice-président, Stratégie et Relations avec les investisseurs, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats aujourd'hui à 13 h (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-877-586-3392 ou le +1-416-981-9024. Une diffusion audio en direct sera accessible au public sur le site Web de CAE à www.cae.com.

CAE est un chef de file mondial en formation dans les domaines de l'aviation civile, de la défense et sécurité, et de la santé. Appuyés par plus de 70 ans d'innovations, nous participons à la définition des normes mondiales en formation. Nos solutions innovatrices, qui vont de la formation virtuelle à l'entraînement en vol, rendent le transport aérien plus sécuritaire, gardent nos forces de défense prêtes pour leurs missions et améliorent la sécurité des patients. Nous avons la plus vaste présence mondiale de l'industrie, avec plus de 10 000 employés, 160 emplacements et centres de formation dans plus de 35 pays. Nous assurons chaque année la formation de plus de 220 000 membres d'équipage du secteur civil et du secteur de la défense, dont plus de 135 000 pilotes, et de milliers de professionnels de la santé dans le monde.

Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Certaines déclarations énoncées dans ce communiqué sont des déclarations de nature prospective. Cela inclut, sans s'y limiter, toute déclaration liée à notre orientation financière pour l'exercice 2020 (y compris les produits des activités ordinaires, les investissements en capital et les marges) et toute autre déclaration qui ne sont pas des faits historiques. Les énoncés prospectifs décrivent des attentes, des plans, des résultats ou des stratégies futurs et contiennent normalement des termes comme « croire », « attendre », « anticiper », « planifier », « avoir l'intention », « continuer », « estimer », « pouvoir », « devoir », « stratégie », « futur » et d'autres expressions semblables. Toutes ces déclarations sont des déclarations prospectives au sens des dispositions d'exonération des lois canadiennes applicables sur les valeurs mobilières et au sens de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act* de 1995. De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent que nous formulions des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents à nos activités qui pourraient faire en sorte que les résultats réels au cours de périodes futures diffèrent considérablement des résultats indiqués dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les développements futurs prévus, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, les lecteurs ne doivent pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs, car il existe un risque que ceux-ci soient inexacts. Les déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 7 février 2020 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf si la loi l'exige, nous déclinons toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement. Les informations et déclarations prospectives contenues dans le présent communiqué de presse sont expressément visées par la présente mise en garde. Sauf indication contraire, ces déclarations ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels non récurrents ou autres, ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 7 février 2020. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs présentés dans ce communiqué visent à aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers prévus pour l'exercice 2020 et à obtenir une meilleure compréhension de notre environnement opérationnel prévu. Les lecteurs sont avisés que ces renseignements peuvent ne pas convenir à d'autres fins. La valeur des investissements en capital prévus qui devraient être effectués par CAE au cours de l'exercice 2020 laisse croire qu'ils le seront conformément à notre plan annuel actuel. Toutefois, nous ne pouvons assurer que de tels niveaux d'investissement seront maintenus de sorte que la valeur des investissements en capital actuels effectués par CAE durant cette période pourrait différer considérablement de nos attentes actuelles.

Importantes hypothèses

Un certain nombre d'hypothèses économiques, opérationnelles, financières et du marché ont été formulées par CAE dans l'élaboration de ses énoncés prospectifs pour l'exercice 2020 et au-delà qui figurent dans ce communiqué, y compris, mais sans se limiter à certaines hypothèses économiques et du marché comme : croissance économique modeste et taux d'intérêt stables au cours de l'exercice 2020; un niveau soutenu de concurrence dans les marchés Civil, Défense et Santé; aucun changement des réglementations qui touchent notre entreprise ayant des conséquences importantes financières, opérationnelles ou concurrentielles; et un marché de la défense positif soutenu.

Hypothèses concernant nos activités

Un certain nombre d'hypothèses concernant les activités de CAE ont également été formulées dans l'élaboration de ses énoncés prospectifs pour l'exercice 2020 et au-delà qui figurent dans ce communiqué, y compris, mais sans se limiter aux facteurs suivants : conservation de la part de marché dominante de CAE dans la vente de simulateurs civils, les prix, la livraison des produits aux clients et la capacité de CAE à accroître sa part de marché en formation.

Les hypothèses suivantes, bien qu'elles soient jugées raisonnables par CAE le 7 février 2020, peuvent s'avérer inexactes. Ainsi, nos résultats actuels peuvent différer considérablement des attentes établies dans ce communiqué.

Risques importants

Les facteurs de risque importants qui pourraient faire en sorte que nos hypothèses et nos estimations soient inexactes et que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés dans nos énoncés prospectifs, y compris notre orientation financière et les perspectives de la direction pour l'exercice 2020, sont mentionnés dans le rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 mars 2019 déposé par CAE auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (disponibles au www.sedar.com) et auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (disponibles au www.sec.gov). Le rapport de gestion de l'exercice 2019 est également disponible au www.cae.com. L'élaboration de nos énoncés prospectifs, y compris notre capacité à atteindre nos objectifs financiers et de gestion pour l'exercice 2020, dépend essentiellement du rendement de notre entreprise qui est assujéti à plusieurs risques. Ainsi, les lecteurs sont informés que les risques divulgués pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent communiqué comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information complémentaire utile et peuvent ne pas avoir une signification normalisée établie conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés. La direction croit que la présentation de certaines mesures hors PCGR fournit aux lecteurs une meilleure compréhension de nos résultats et des tendances tout en leur fournissant des renseignements additionnels sur nos résultats financiers et opérationnels.

(1) Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR qui correspond à la somme des principales valeurs considérées pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Le résultat opérationnel sectoriel donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le résultat opérationnel sectoriel total correspond au résultat opérationnel, abstraction faite de l'incidence des coûts de restructuration liés aux programmes d'envergure ne découlant pas de transactions stratégiques importantes.

(2) En outre, le résultat opérationnel sectoriel avant les éléments particuliers élimine les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de même que les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

(3) Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

⁽⁴⁾ Prises de commandes et carnet de commandes

Les prises de commandes sont une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Solutions de formation pour l'aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Pour le secteur Santé, les prises de commande sont habituellement converties en produits des activités ordinaires dans les 12 mois; par conséquent, nous présumons que le montant des prises de commandes correspond aux produits des activités ordinaires.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires d'une période donnée.

Le carnet de commandes total est une mesure hors PCGR qui représente les produits des activités ordinaires attendus et qui comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options.

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté.
- Le carnet de commandes des coentreprises est constitué de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes reçues par nos coentreprises, mais qui n'ont pas encore été exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées, telle qu'elle est décrite ci-dessus.
- Les commandes non financées sont des commandes fermes du secteur Défense et sécurité que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Le carnet de commandes tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée. Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

⁽⁵⁾ Le résultat net avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR que nous utilisons comme mesure alternative à nos résultats opérationnels. Nous le calculons en ajoutant à notre résultat net attribuable aux actionnaires de la Société provenant des activités poursuivies, les coûts de restructuration, les coûts d'intégration, d'acquisition et les autres gains et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ainsi que les éléments non récurrents. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

⁽⁶⁾ Le résultat par action (RPA) avant les éléments particuliers est une mesure hors PCGR qui est obtenue en éliminant les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ainsi que les éléments fiscaux non récurrents importants du résultat par action dilué des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société. L'incidence par action correspond à ces coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et à ces autres profits, après impôt, de même qu'aux éléments fiscaux non récurrents, divisés par

le nombre moyen dilué d'actions. Nous calculons cette mesure parce que nous estimons qu'elle est un meilleur indicateur de notre performance opérationnelle par action et facilite la comparaison d'une période à l'autre.

(7) Un simulateur de vol (FFS) est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Dans notre calcul du nombre de FFS déployés dans le réseau nous n'incluons généralement que les FFS haute fidélité et excluons les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

(8) Le taux d'utilisation est l'une des mesures opérationnelles que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Civil. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

(9) Le nombre équivalent de simulateurs (NES) est une mesure opérationnelle qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période.

(10) Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

(11) La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

(12) Le ratio de la dette nette sur le capital représente la dette nette, divisée par la somme du total des capitaux propres et de la dette nette.

(13) Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les charges financières nettes, après impôt, par le montant moyen du capital utilisé.

Pour d'autres mesures hors PCGR et d'autres mesures financières surveillées par CAE, veuillez vous reporter au rapport de gestion de CAE déposé auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com) et sur celui de SEDAR (www.sedar.com).

Personnes-ressources

Relations avec les investisseurs :

Andrew Arnovitz, vice-président, Stratégie et Relations avec les investisseurs, 1-514-734-5760, andrew.arnovitz@cae.com

Média :

Hélène V. Gagnon, vice-présidente, Affaires publiques et Communications mondiales, 1-514-340-5536, helene.v.gagnon@cae.com

État consolidé de la situation financière

(Non audité)

(montants en millions de dollars canadiens)

	31 décembre 2019	31 mars 2019
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	278,5 \$	446,1 \$
Créances clients et autres débiteurs	497,9	496,0
Actifs sur contrat	505,2	523,5
Stocks	607,4	537,0
Acomptes	54,1	57,4
Impôt sur le résultat à recouvrer	55,6	33,6
Actifs financiers dérivés	25,3	19,3
Total de l'actif courant	2 024,0 \$	2 112,9 \$
Immobilisations corporelles	1 991,3	2 149,3
Actifs au titre de droits d'utilisation	388,6	—
Immobilisations incorporelles	2 014,4	2 027,9
Participations mises en équivalence	431,4	312,1
Actifs d'impôt différé	82,3	71,0
Actifs financiers dérivés	11,4	12,8
Autres actifs	501,2	479,5
Total de l'actif	7 444,6 \$	7 165,5 \$
Passif et capitaux propres		
Dettes fournisseurs et charges à payer	839,5 \$	883,8 \$
Provisions	24,8	28,7
Impôt sur le résultat à payer	23,9	25,7
Passifs sur contrat	715,3	670,2
Partie courante de la dette à long terme	123,1	264,1
Passifs financiers dérivés	7,9	17,0
Total du passif courant	1 734,5 \$	1 889,5 \$
Provisions	27,9	36,3
Dette à long terme	2 462,0	2 064,2
Obligations relatives aux redevances	132,8	136,2
Obligations au titre des avantages du personnel	251,3	212,6
Profits différés et autres passifs	241,6	267,0
Passifs d'impôt différé	147,1	147,0
Passifs financiers dérivés	1,5	2,7
Total du passif	4 998,7 \$	4 755,5 \$
Capitaux propres		
Capital-actions	675,8 \$	649,6 \$
Surplus d'apport	26,7	24,8
Cumul des autres éléments du résultat global	135,1	199,0
Résultats non distribués	1 524,8	1 457,9
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	2 362,4 \$	2 331,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	83,5	78,7
Total des capitaux propres	2 445,9 \$	2 410,0 \$
Total du passif et des capitaux propres	7 444,6 \$	7 165,5 \$

État consolidé du résultat net

<i>(Non audité)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		31 décembre	
<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>	2019	2018	2019	2018
Produits des activités ordinaires	923,5 \$	816,3 \$	2 645,9 \$	2 282,1 \$
Coût des ventes	632,0	583,0	1 874,0	1 628,6
Marge brute	291,5 \$	233,3 \$	771,9 \$	653,5 \$
Frais de recherche et de développement	33,6	31,1	101,3	91,5
Frais de vente, généraux et d'administration	118,3	101,4	329,6	292,0
Autres profits – montant net	(3,5)	(2,5)	(15,3)	(17,1)
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(11,8)	(9,7)	(34,3)	(23,1)
Résultat opérationnel	154,9 \$	113,0 \$	390,6 \$	310,2 \$
Charges financières – montant net	36,7	19,3	105,9	55,2
Résultat avant impôt sur le résultat	118,2 \$	93,7 \$	284,7 \$	255,0 \$
Charge d'impôt sur le résultat	18,4	14,2	46,9	40,3
Résultat net	99,8 \$	79,5 \$	237,8 \$	214,7 \$
Attribuable aux:				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	97,7 \$	77,6 \$	233,0 \$	207,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,1	1,9	4,8	7,0
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base	0,37 \$	0,29 \$	0,88 \$	0,78 \$
Dilué	0,37 \$	0,29 \$	0,87 \$	0,77 \$

État consolidé du résultat global

<i>(Non audité)</i>	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	31 décembre		closes les	
	2019	2018	2019	2018
Résultat net	99,8 \$	79,5 \$	237,8 \$	214,7 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net				
Différence de conversion liée aux établissements à l'étranger	(10,2) \$	137,9 \$	(98,2) \$	51,8 \$
Reclassement au résultat net de différence de conversion	(8,0)	(2,0)	(19,9)	(17,9)
Gains (pertes) des couvertures de flux de trésorerie – montant net	5,9	(27,0)	15,4	(22,7)
Reclassement au résultat net des couvertures de flux de trésorerie	(0,1)	0,1	(3,2)	0,7
Gains (pertes) d'investissements nets dans des établissements à l'étranger – montant net	22,7	(26,3)	32,6	(27,7)
Impôt sur le résultat	(2,0)	3,9	7,8	8,6
	8,3 \$	86,6 \$	(65,5) \$	(7,2) \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net				
Réévaluations des régimes de pension à prestations définies	30,9 \$	(14,6) \$	(29,5) \$	18,5 \$
Variation nette des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat global	0,1	0,1	—	—
Impôt sur le résultat	(8,2)	3,9	7,8	(4,9)
	22,8 \$	(10,6) \$	(21,7) \$	13,6 \$
Autres éléments du résultat global	31,1 \$	76,0 \$	(87,2) \$	6,4 \$
Total du résultat global	130,9 \$	155,5 \$	150,6 \$	221,1 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	129,0 \$	150,6 \$	147,4 \$	209,9 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	1,9	4,9	3,2	11,2

État consolidé des variations des capitaux propres

(Non audité)

Période de neuf mois close le 31 décembre 2019
(montants en millions de dollars canadiens,
sauf les nombres d'actions)

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total			
Soldes à l'ouverture de la période	265 447 603	649,6 \$	24,8 \$	199,0 \$	1 457,9 \$	2 331,3 \$	78,7 \$	2 410,0 \$	
Impact lié à l'adoption d'IFRS 16	—	—	—	—	(27,5)	(27,5)	—	(27,5)	
Soldes au 1 avril 2019	265 447 603	649,6 \$	24,8 \$	199,0 \$	1 430,4 \$	2 303,8 \$	78,7 \$	2 382,5 \$	
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	233,0 \$	233,0 \$	4,8 \$	237,8 \$	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(63,9)	(21,7)	(85,6)	(1,6)	(87,2)	
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(63,9) \$	211,3 \$	147,4 \$	3,2 \$	150,6 \$	
Options sur actions exercées	1 317 280	25,7	(3,2)	—	—	22,5	—	22,5	
Achat facultatif au comptant d'actions	1 323	—	—	—	—	—	—	—	
Actions ordinaires rachetées et annulées	(978 431)	(2,4)	—	—	(30,4)	(32,8)	—	(32,8)	
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	5,1	—	—	5,1	—	5,1	
Transactions avec des participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	—	(1,4)	(1,4)	1,6	0,2	
Dividendes en actions	85 887	2,9	—	—	(2,9)	—	—	—	
Dividendes en trésorerie	—	—	—	—	(82,2)	(82,2)	—	(82,2)	
Soldes à la clôture de la période	265 873 662	675,8 \$	26,7 \$	135,1 \$	1 524,8 \$	2 362,4 \$	83,5 \$	2 445,9 \$	

Période de neuf mois close le 31 décembre 2018
(montants en millions de dollars canadiens,
sauf les nombres d'actions)

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires Nombre d'actions	Valeur attribuée	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total			
Soldes à l'ouverture de la période	267 738 530	633,2 \$	21,3 \$	260,3 \$	1 314,3 \$	2 229,1 \$	68,4 \$	2 297,5 \$	
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	207,7 \$	207,7 \$	7,0 \$	214,7 \$	
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(11,4)	13,6	2,2	4,2	6,4	
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(11,4) \$	221,3 \$	209,9 \$	11,2 \$	221,1 \$	
Options sur actions exercées	771 825	13,3	(1,8)	—	—	11,5	—	11,5	
Achat facultatif au comptant d'actions	1 873	0,1	—	—	—	0,1	—	0,1	
Actions ordinaires rachetées et annulées	(3 610 100)	(8,7)	—	—	(84,1)	(92,8)	—	(92,8)	
Charge de rémunération fondée sur des actions	—	—	5,7	—	—	5,7	—	5,7	
Dividendes en actions	113 600	3,0	—	—	(3,0)	—	—	—	
Dividendes en trésorerie	—	—	—	—	(74,3)	(74,3)	—	(74,3)	
Soldes à la clôture de la période	265 015 728	640,9 \$	25,2 \$	248,9 \$	1 374,2 \$	2 289,2 \$	79,6 \$	2 368,8 \$	

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité)

Périodes de neuf mois closes les 31 décembre

(montants en millions de dollars canadiens)

	2019	2018
Activités opérationnelles		
Résultat net	237,8 \$	214,7 \$
Ajustements pour :		
Dotation aux amortissements	226,9	153,7
Quote-part après impôt du résultat net des participations mises en équivalence	(34,3)	(23,1)
Impôt sur le résultat différé	6,9	24,9
Crédits d'impôt à l'investissement	6,3	(8,0)
Rémunération fondée sur des actions	13,3	3,4
Régimes de retraite à prestations définies	12,5	12,4
Autres passifs non courants	(32,0)	(22,1)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net	(7,4)	4,4
Autres	2,1	3,5
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(133,3)	0,3
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	298,8 \$	364,1 \$
Activités d'investissement		
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	(10,1) \$	(33,5) \$
Acquisition de participations mises en équivalence	(113,5)	—
Ajout d'actifs par le biais de la monétisation de redevances	—	(202,7)
Ajouts d'immobilisations corporelles	(199,4)	(155,6)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	0,4	2,5
Ajouts d'immobilisations incorporelles	(69,7)	(62,1)
Paiements nets versés aux participations mises en équivalence	(10,3)	(27,0)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	22,6	7,1
Autres	0,8	2,9
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(379,2) \$	(468,4) \$
Activités de financement		
Produits nets tirés des prélèvements aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables	135,3 \$	— \$
Produits tirés de la dette à long terme	161,4	84,3
Remboursement sur la dette à long terme	(229,6)	(66,6)
Remboursement sur des obligations locatives	(64,5)	(8,3)
Dividendes versés	(82,2)	(74,3)
Émission d'actions ordinaires	22,5	11,6
Rachat d'actions ordinaires	(32,8)	(92,8)
Variations des liquidités soumises à restrictions	15,7	—
Autres	(1,3)	—
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(75,5) \$	(146,1) \$
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(11,7) \$	0,6 \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(167,6) \$	(249,8) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	446,1	611,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	278,5 \$	361,7 \$
Information supplémentaire :		
Intérêts payés	75,5 \$	38,0 \$
Intérêts reçus	7,8	10,5
Impôt sur le résultat payé	25,5	23,4